



**9 octobre 2018**

**Grève et  
manifestation  
interprofessionnelle**

**à 10 heures  
Place Napoléon  
à la Roche sur Yon**

# **ASSEZ DE RÉGRESSION SOCIALE**

**L**es profits distribués aux actionnaires augmentent quatre fois plus vite que les salaires. La France, championne du monde des dividendes.

En 2019, le C.I.C.E. sera pérennisé sous forme d'abaissement des cotisations sociales pour plus de 20 milliards d'euros.

Ce sera le 3<sup>ème</sup> hold up sur les cotisations sociales opéré par messieurs Macron et Philippe.

**La Sécurité Sociale ;** conquête sociale au service des salarié(e)s et au-delà des citoyen-nes le sera-t-elle encore demain ? Totalement étatisée, elle perdrait tout caractère social. Les assureurs, et grands groupes privés, se disputeraient alors la totalité du marché de la santé.

Le gouvernement envisage de ne pas compenser les prochaines exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, soit une nouvelle perte de 3 milliards d'euros pour la sécurité sociale, et il exige plus de 3 milliards de baisse des allocations-chômage.

**Les retraités ;** en 2019 et 2020, les retraité-es feront à nouveau les frais de l'austérité. Il est vrai qu'ils et elles sont « inactif-ves », après la hausse de la CSG (+1,70%), leurs retraites baisseront de plus de 4 % sur deux ans soit une baisse de 6 % en trois ans !!!

**Simultanément, les 500 plus grandes fortunes de France voient leur patrimoine augmenter de 13 % en 2017, et ne parlons pas des salaires « des grands patrons », mais ce sont souvent les mêmes !**

**Les services publics ;** ses agent-es sont malmené-es. 0 % de revalorisation salariale, nouvelles suppressions de postes, 120 000 d'ici 5 ans, quand les précédentes ont déjà asphyxié les services, rendu leur accès difficile, notamment pour les communes rurales. La réponse gouvernementale à la grève dans les Ehpad n'est pas acceptable, pas plus que la situation dans les Hôpitaux, dans la Pénitencière, aux Finances Publiques, à la Justice, dans l'Education Nationale, à l'Intérieur, dans les Collectivités, le Logement, les Sports.... dans toute la Fonction Publique, la politique gouvernementale est inacceptable.

**Le privé ;** la loi Travail et les ordonnances Macron sapent les fondements du droit du travail : ce sont les licenciements facilités, l'accès aux prud'hommes difficiles, la protection de la santé au travail affaiblie, les rémunérations individualisées, les augmentations générales insuffisantes, la représentation du personnel diminuée.

### **Et maintenant les retraites !!**

Par points et/ou comptes notionnels, la volonté du gouvernement est connue. Abaisser le niveau des retraites, rendre « obsolète » l'âge de départ à la retraite. En interdisant tout contrôle, toute intervention des syndicats de salarié-es, le gouvernement compte ici aussi avoir les mains libres et permettre aux assureurs et banquiers d'être les nouveaux maîtres du jeu.

Le Conseil d'Orientation des Retraites a d'ores et déjà vendu la mèche, ce sera moins 15,9 % sur le montant des retraites futures, alors même que les contre réformes passées et en cours ont d'ores et déjà réduit celles-ci de plus de 20 % en 25 ans !!!

**Salarié-es, jeunes, demandeur-ses d'emploi, retraité-es,  
secteur public-privé**

**nous sommes et serons tous et toutes impacté-es.**

***Ensemble nous devons réagir et agir.***

***C'est maintenant que cela se décide.***

*Pour la conquête d'un autre avenir, revendiquons :*

- ⇒ *La revalorisation des salaires, traitements, retraites et minima sociaux.*
- ⇒ *L'abrogation de la loi Travail, des ordonnances Macron.*
- ⇒ *Des effectifs suffisants pour un service public de qualité, l'arrêt de CAP 22.*

**Et exigeons le maintien de tous les régimes  
de retraite existants, leur amélioration.**